

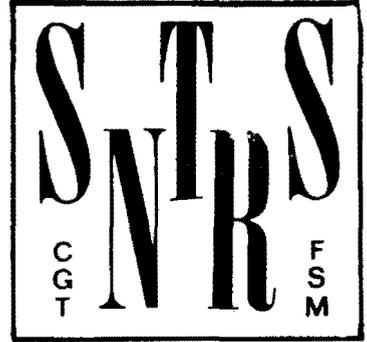
BULLETIN DE LA

# RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Syndicat National CGT des Travailleurs de la Recherche Scientifique

10 Rue de Solferino Paris 7

Tel. 551 71 39



BULLETIN MENSUEL

N° 138 - AOUT-SEPTEMBRE 1972

SNTRS - CGT :  
C.C.P. 30.510-68 - LA SOURCE

## SOMMAIRE

pages 1,2 : EDITORIAL  
page 3 : LA VERITE TOUTE NUE  
pages 4,5 : ACTION SOCIALE  
pages 6,7 : VIETNAM  
page 8 : NOS SECTIONS

# y'a qu'à...!

- "Il manque 5 centimes, svp"

- "Ah bon... ça a encore augmenté ??"

C'est le genre de dialogue qui s'est déroulé des millions de fois au cours d'une journée du mois d'Aout cette année dans toutes les boulangeries de notre pays. Ah, rien n'avait filtré avant !... il valait mieux comme chaque année faire les coups bas quand les travailleurs sont en vacances.

Et le Gouvernement avait préparé son train de hausses, le pain bien sûr... mais aussi l'électricité, le gaz, le lait, la viande, le beurre (augmentation décidée à... Bruxelles!) etc.....

Chacun d'entre nous a pu constater les différences de prix lors de son premier marché au retour des vacances.

PEUT-ON ETRE ETONNES DE CETTE  
CASCADE DE HAUSSES DES PRIX ??

PEUT-ON DOUTER UN INSTANT QUE  
DEJA SONT PRETES D'AUTRES ME-  
SURES ALLANT DANS LE MEME SENS ??

NON - Car ces décisions  
correspondent au fonctionnement de toute société  
capitaliste (en appelant un chat - un chat-voir p3)



Le Gouvernement de Mrs Pompidou, Messmer, Giscard d'Estaing, Edgar Faure applique sans bavure (comme les prédécesseurs d'ailleurs !) la loi des grands groupes industriels et financiers - dont il est le représentant - et de cette société basée sur le profit d'une infime minorité par l'exploitation du plus grand nombre : Ce sont les travailleurs qui doivent payer de plus en plus (prix, impôts, etc..) pour permettre des profits de plus en plus gigantesques aux quelques trusts qui écrasent et régentent toute la vie du pays.

NON - On ne peut être étonné ! mais la ferme détermination des travailleurs répondra à ces atteintes au pouvoir d'achat.

CES ATTEINTES AU PORTE-MONNAIE DES TRAVAILLEURS, A LEUR POUVOIR D'ACHAT, EXIGENT ENCORE PLUS LA SATISFACTION RAPIDE DES REVENDICATIONS EN COURS !

Les travailleurs du CNRS qui, comme tout le monde, ont subi ces nouvelles hausses ont, de plus, suffisamment de mécontentement de l'attitude de leur Direction sur un grand nombre de problèmes pour le lui faire savoir rapidement dès cette rentrée et agir afin d'obtenir la satisfaction des revendications en cours.

Lors de la dernière entrevue avec l'Intersyndicale Nationale en Juillet, la Direction avait bien insisté sur le fait que l'avance de nos revendications - et notamment le statut - étaient liées à la préparation du budget, et que, donc, il ne fallait pas être trop pressés !!!...



en gros, ça voulait dire: V'A QU'A ATTENDRE!

1. Les avancements ne peuvent toucher que 450 agents environ pour près de 3000 demandes.
1. Le statut traîne depuis pas mal de temps.
1. La nouvelle retraite est toujours en attente.
1. Les primes de sujétions attendent toujours.
1. On fractionne le personnel (IN2P3)
1. Le classement des diplômes végète (ex: CNAM)
1. On commence les licenciements (chercheurs)
1. On accélère les mutations (coll. techniques)
1. La CGT est exclue des 'négociations' de la Fonction Publique

ET... IL FAUDRAIT ATTENDRE !!!!!...

V'A QU'A !!!!!...

C'est clair : c'est NON !

Les personnels n'attendent pas pour manifester leur mécontentement face à l'attitude rétrograde de leur Direction.

Le Conseil Syndical National de notre syndicat se réunit avant la fin Septembre et permettra de faire le point sur les enseignements des luttes du dernier trimestre avant les vacances pour proposer aussitôt la relance des actions propres à faire avancer l'état de nos revendications.

(Rappelons à ce sujet que la circulaire n° 28 du secrétariat national du syndicat envoyée à tous les secrétaires de sections et membres du CSN le 10 Juillet, leur a demandé de prévoir rapidement, dès la rentrée, la consultation des adhérents sur ces points -- cette circulaire est reproduite en fin d'article.)

V'A QU'A ATTENDRE ???

Les personnels ne se font pas d'illusions sur des améliorations qui "viendront en leur temps"...

QUE CE SOIT.. pour leur avancement  
pour le statut ou la retraite  
pour leur salaire (lié à la  
Fonction Publique)  
pour stopper les hausses  
pour freiner la fiscalité

TOUTE SOLUTION, FACE AU GOUVERNEMENT OU FACE A LA DIRECTION DU CNRS, RESIDE DANS LEUR ACTION ET LEUR ACTION UNIE.

C'est ce qui a guidé les personnels en JUIN dans leurs actions, c'est ce qui les guidera dans la période de luttes qui s'annonce.

Les rencontres positives CGT - CFDT (et les appels unitaires à FO et à la FEN) ne peuvent qu'impulser davantage ces actions unitaires locales, d'industrie ou interprofessionnelles qui amèneront le déblocage de nos revendications.

En outre, l'existence du PROGRAMME COMMUN de la Gauche, considéré par la CGT comme "l'un des plus importants événements qu'ait connu le mouvement ouvrier français", favorisera la dynamique certaine des travailleurs par la présence de perspectives démocratiques et de prise en compte de leurs revendications.

A. Allegret

secrétaire national

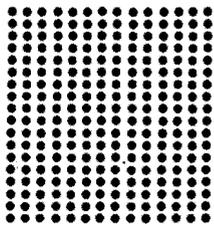
(extraits de la circulaire n° 28, du 10 Juillet)

.... Le BN insiste pour que chaque bureau de section fasse le maximum d'efforts pour créer dans le syndicat les conditions d'une vaste discussion démocratique, sur notre action revendicative et le contexte dans lequel elle se déroule.

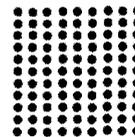
.... Le Bureau National a décidé de convoquer fin Septembre un CONSEIL SYNDICAL NATIONAL avec l'ordre du jour suivant :

- Le point des revendications et les conditions du renforcement de l'action.
- L'examen des répercussions pour notre secteur de l'accord sur un programme commun et les initiatives à prendre en conséquence par le SNTRS.
- Le renforcement du SNTRS.

Il est évident que chaque section doit faire le nécessaire pour connaître l'opinion et les propositions de nos syndiqués, et pour les faire connaître au BN avant le 15 Septembre, afin qu'elles soient versées aux débats du CSN. .....



# la vérité toute nue !



- D'où tenez-vous votre pouvoir ?
- D'où tenez-vous le droit de décider du sort de tant de personnes et d'un si vaste secteur de l'économie nationale ?

« DANS LE SYSTEME CAPITALISTE, LE POUVOIR APPARTIENT AUX DETENTEURS DU CAPITAL. »

On croirait lire la "VO" ou toute autre publication de la CGT.....

C'était à la récente émission "à armes égales". La question était de Francette Lazard, directrice-adjointe de la revue 'France Nouvelle' et représentant le PCF. Et la réponse est de M. Ambroise ROUX, Président Directeur Général de la CGE, l'un des mastodontes industriels et financiers de notre pays.....

Plusieurs commentateurs ont relevé cette réponse avec consternation dans divers journaux. L'un d'eux a eu froid dans le dos... Il pensait que M. ROUX allait invoquer ses connaissances, ses diplômes, sa compétence....  
Eh bien, non, il n'a pas triché en la circonstance il faut lui rendre cette justice

IL STIED MAL AUX ROIS DE DEGUISER  
LEUR ROYAUTE

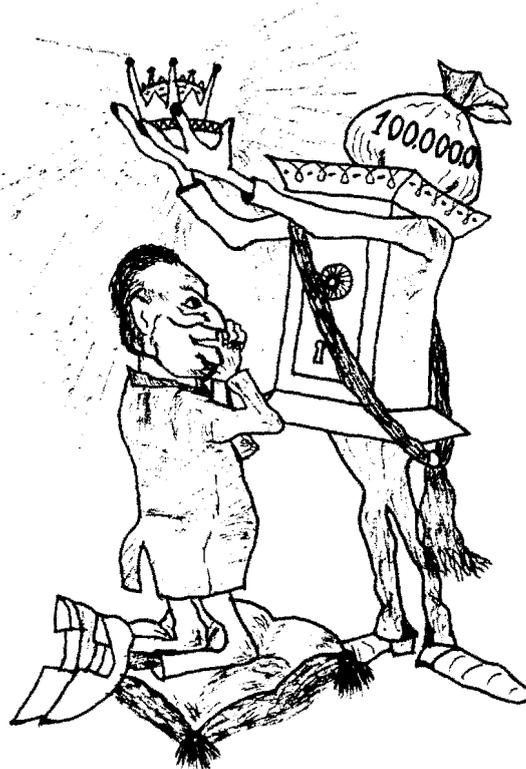
Ceux qui s'évertuent à cacher la vérité sont d'autre sorte. Serviteurs du système, politiciens et idéologues bourgeois, leur fonction est de faire admettre cet état de chose, de faire oublier de quoi il retourne.

Pour ceux-là, le mot CAPITALISME est tabou et son explication indécente.

Ils parlent de "société libérale"...., de "société industrielle".... etc..etc..

On trouve aussi des gens qui veulent - certains sincèrement - changer la société, mais ils craignent d'aller au fond des choses et ils se racontent des histoires à eux-mêmes et aux autres, finissant par tout embrouiller.

MAIS OUI, LA VERITE FONDAMENTALE EST AUSSI SIMPLE QUE CELA. LE POUVOIR APPARTIENT A CEUX QUI POSSEDENT LE CAPITAL ET PAR LA LES MOYENS DE PRODUCTION.



Et pour changer quelque chose, il faut leur retirer ce pouvoir, donc s'attaquer à sa source.

Car ce capital gigantesque des féodalités économiques et financières est le résultat DU TRAVAIL ACCUMULE DE GENERATIONS DE TRAVAILLEURS, il appartient à la nation. Rien ne peut justifier qu'une minorité l'accapare et décide de la conduite des affaires pour son profit. Son retour à la nation permettra de gérer l'économie dans l'intérêt des travailleurs, de la collectivité du peuple.

C'est très exactement ce pourquoi nous luttons. Et c'est le contenu du programme commun de la gauche que nous soutenons.

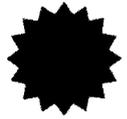
( extrait de la VO  
n° 1457 - 2/8/72 )



Chaque semaine :

- INFORMATIONS SYNDICALES ET ECONOMIQUES
- V.O. HEBDO
- GUIDE PRATIQUE
- CHRONIQUE JURIDIQUE
- PAGES CULTURELLES

# ACTION SOCIALE



— Malgré les faibles moyens dont il dispose, le CAES a pu mener à bien un certain nombre d'activités et de réalisations au cours des deux dernières années. Il n'a pas tout fait, mais tant que son budget ne sera pas indexé sur la masse salariale, il lui sera difficile de faire un bond qualitatif et quantitatif, de même que des projets à longue échéance. La politique en matière sociale sera à court terme et parfois celle du coup par coup. Nous devons nous mobiliser sur des objectifs clairs et précis si nous voulons que le CAES ne soit pas seulement un bon gestionnaire des oeuvres sociales.

|| Nous prétendons, et à juste titre, que L'ACTION SOCIALE EST PARTIE INTEGRANTE DE L'ACTION SYNDICALE, mais cela ne doit pas rester seulement pour nous une affirmation.

Il faut que partout, de Lille à Marseille tous les camarades du SNTRS se sentent, ne serait-ce que quelques instants ATTENTIFS aux problèmes de l'Action Sociale. Il faut que, dès à présent, nous fassions le bilan de l'action sociale locale, que nous soyons encore plus réceptifs aux besoins des personnels afin de pouvoir coordonner nos actions et déboucher sur des revendications qui seront prises en charge par tous.

Dans le domaine des investissements VACANCES, notre conception de l'association avec d'autres Comités d'Entrepris aux seins d'organismes spécialisés a permis au CAES de proposer au personnel un nombre de lits plus importants. LE TOURISME SOCIAL VA S'IMPLANTER A VILLEFRANCHE sur MER, QUI AURAIT PU LE CROIRE IL Y A QUELQUES ANNEES ??

Cet exemple illustre bien, si besoin était, que le combat que nous devons tous mener peut nous apporter des victoires de cette nature, mais encore fallait-il discuter, persuader nos partenaires au sein du CAES sur de telles possibilités.

Deux secteurs de l'action sociale, celui des CANTINES et celui des LOCAUX SOCIAUX doivent retenir toute notre attention, si nous voulons déboucher sur des solutions satisfaisantes et conformes aux vœux des personnels. Dans ces deux domaines et surtout celui des cantines, l'administration du CNRS voudrait rejeter sur le CAES une responsabilité qu'elle ne veut pas assumer et qui est de son ressort.

Sur la demande de nos élus, la Direction avait été d'accord pour établir des normes qualitatives et quantitatives et pour les respecter : donc de donner les moyens ( crédits , matériels et locaux )

Devant l'ampleur des besoins et de la somme totale qu'elle devait débloquer pour l'application de ces normes, elle passe des attermolements aux vagues promesses NON DATEES, elle recule et tente, si nous n'y prenions garde, de faire RETOMBER SUR LE CAES LE MECONTENTEMENT DES PERSONNELS.

Nous devons savoir, et le répéter autour de nous :

POUR QUE LES CANTINES FONCTIONNENT NORMALEMENT, IL FAUDRAIT PRATIQUEMENT DOUBLER LE BUDGET ACTUELLEMENT ATTRIBUE, ET MEME SI QUELQUES MILLIONS DE PLUS ETAIENT DEBLOQUES, IL FAUDRAIT QUE LE CNRS CREE LES POSTES NECESSAIRES POUR UN BON FONCTIONNEMENT ET RECONNAISSE DANS SES STATUTS LES PROFESSIONS SOCIALES.

Actuellement les militants du CAES, qui se dévouent pour les faire tourner, sont devenus des gestionnaires à tous les niveaux, et si nous n'y prenions garde, ils pourraient ne plus faire que cela.

On parle beaucoup actuellement du CADRE DE VIE, de la QUALITE DE LA VIE elle-même, mais

COMMENT LES SATISFAIRE SI LES LOCAUX SOCIAUX NECESSAIRES, INDISPENSABLES, NE SONT ENCORE QU'A L'ETAT DE PROJET AU CNRS ??

Pour l'instant l'administration se contente d'affirmer des normes et de parler de priorités, mais il faudra un moment donné dégager les millions nécessaires pour réaliser concrètement. C'EST NOTRE DEVOIR A TOUS D'AGIR POUR L'OBTENIR et pas seulement celui des militants du SNTRS à la CAS (Commission des affaires sociales), mais sur le lieu de travail en faisant pression grâce à des actions syndicales unitaires - à chaque fois que cela est possible - dirigées vers les administrations locales.

Nous pourrions continuer sans difficulté à faire le tour des besoins du personnel et voir que leur satisfaction passe par l'obtention de moyens toujours plus importants.

Un secteur reste encore en arrière :

CELUI DE LA PETITE ET DE LA MOYENNE ENFANCE.



UN JEUDI A LA NEIGE ...

(comité local d'action sociale de TOULOUSE)

Dans ce domaine, alors que les besoins SONT ENORMES : crèches, halte-garderies, centres de loisirs éducatifs, le CNRS débloque 400.000 F. en 1972 en se limitant seulement à la petite enfance (moins de 6 ans).

Avec ce budget, QUE POUVONS-NOUS FAIRE ??

Cela représente le coût de 20 lits-crèches !! Nous sommes loin de pouvoir résoudre les problèmes des mères travailleuses. Pour les Jeudis et les petites vacances, les centres de loisirs éducatifs permettent en même temps qu'ils offrent à l'enfant un milieu créé pour lui, d'aider les parents dans la garde de leur enfant. Malgré ces besoins toujours plus importants, le CNRS ne reconnaît pas ces centres de loisirs. Le CAES doit dans ce domaine faire un effort énorme pour suppléer aux carences de l'employeur.

IL NOUS APPARTIENT DONC DE REVENDIQUER, après avoir fait le bilan des besoins des personnels -avec l'aide des intéressés eux-mêmes- et de diriger nos actions vers nos administrations locales afin que les problèmes posés aient des résonances Parisiennes.

L'ACTION SOCIALE NE DOIT PAS RESTER L'AFFAIRE DES MILITANTS SOCIAUX SEULS.

Elle doit être prise en charge par tous afin qu'elle prenne toutes son ampleur.

1972 sera une année d'élections pour l'action sociale. Le CNAS et la CAS doivent être renouvelés et le mandat des élus sera de trois ans. Nous devons dès à présent, sur la base du programme élaboré par notre syndicat et actuellement SOUMIS A TOUTES NOS SECTIONS.

LES ELECTIONS, C'EST AUSSI VOTRE AFFAIRE.

Il vous appartient de susciter des noms de nombreux candidats et de prendre dès maintenant toutes les dispositions nécessaires pour mener une campagne hardie :

- POUR FAIRE CONNAITRE LE PROGRAMME DU SNTRS.
- POUR METTRE AU COURANT NOS COLLEGUES DE L'ACTIVITE DE NOS ELUS, DES REALISATIONS DES DIFFICULTES AUSSI.
- POUR ASSURER UNE BONNE PARTICIPATION DES PERSONNELS : car le CAES est l'affaire de tous.
- SANS OUBLIER QUE LES RESULTATS DE CES ELECTIONS SONT LE CRITERE DE REPRESENTATIVITE DES SYNDICATS AU CNRS.

A. Rouquié  
membre du CSN  
bureau du CNAS

# vietnam

**plus que jamais, notre soutien !**

Depuis dix-huit ans, les Etats-Unis se servent d'un argument essentiel pour justifier leur intervention au Vietnam : un pays indépendant, le Sud-Vietnam, est menacé, attaqué par un autre pays, le Nord-Vietnam, communiste de surcroît .

Ce thème a encore été repris par Nixon dans son ultimatum du 8 mai, annonçant le minage des ports nord vietnamiens .

Les accords de Genève, signés le 20 juillet 1954 et qui mettaient fin à la guerre d'Indochine, stipulaient que le Vietnam ne devait être que temporairement divisé en deux zones, jusqu'à sa réunification qui ferait suite à des élections générales prévues pour 1956 . L'introduction de forces étrangères ou l'utilisation du territoire vietnamien à des fins militaires étaient interdites . Les Etats-Unis, qui n'avaient pas signé les accords, avaient publiquement déclaré qu'ils prenaient note de ces dispositions et promettaient de ne pas en troubler l'application .

Or le rapport secret du Pentagone, révélé l'année dernière, montre que, dès 1950, le Comité National de Sécurité des Etats-Unis avait estimé qu'il fallait tout faire pour empêcher que l'Indochine "ne passe au communisme", sinon tout le Sud-Est asiatique suivrait. C'est cette ligne d'action qui a été appliquée depuis les accords de Genève .

Dès le début, introduction de "conseillers" et de matériel de guerre américains au Sud-Vietnam, pour soutenir le régime fasciste de Ngo Dinh Diem; puis ensuite guerre "spéciale", guerre "locale" (Kennedy), guerre "limitée" (Johnson), avec les premiers bombardements sur le Nord en 1964 . Les différentes phases de l'agression américaine furent mises en place pour imposer l'impérialisme américain, pour briser la résistance croissante de tout le peuple vietnamien, jusqu'à la politique dite de "vietnamisation" ("changer la couleur de la peau des cadavres") de Nixon, politique qui vient de voler en éclats à la suite de l'offensive victorieuse des Forces Armées Populaires de Libération du Sud-Vietnam, depuis le 30 mars 1972 .

Tout au cours de son agression, la barbarie de l'impérialisme américain a été de plus en plus cruelle de plus en plus perfectionnée, de plus en plus criminelle :

- bombardements massifs (au napalm, au phosphore, bombes explosives, bombes à retardement) des villes, des villages, des populations, des hôpitaux, des écoles, des églises, des pagodes ...

- utilisation des armes chimiques ("défoliants", "désherbants", gaz toxiques), électroniques ("sensors" détecteurs d'hommes ou de convois, bombes guidées par laser), antipersonnel (bombes à billes, à fragmentation, bombes "araignées", "dents de dragon"), pluies artificielles . JAMAIS UN PAYS N'A UTILISÉ AUTANT LA

SCIENCE POUR LA DETOURNER DE SES BUTS HUMANITAIRES, POUR LA PERVERTIR, POUR LA CONSACRER A LA DESTRUCTION DE TOUTE UNE REGION DU MONDE . Il ne s'agit plus seulement de GENOCIDE (destruction de l'homme), mais de BIOECIDE (destruction de la vie) et même d'ECOCIDE (destruction de l'équilibre naturel) . LES DIRIGEANTS AMERICAINS ET NIXON EN PARTICULIER SONT DE VERITABLES CRIMINELS DE GUERRE .

Nixon vient d'atteindre ces derniers temps un des sommets de la barbarie, en faisant bombarder les digues et les ouvrages hydrauliques du Nord-Vietnam, si nécessaires à la vie de ce pays, mis en place patiemment par le peuple depuis des siècles, et ceci non pas en les détruisant directement, mais en les ébranlant, de manière à ce qu'ils cèdent sous la pression des crues . Et il a l'incroyable cynisme d'affirmer devant la protestation des Nord-Vietnamiens, devant les témoignages irréfutables de journalistes venus sur place, devant la déclaration du Secrétaire Général de l'ONU Mr Waldheim, condamnant ces actes, de déclarer que c'était de la propagande et que les digues seraient "mal entretenues" ! Et ces bombardements de digues mettent en danger la vie de quinze millions de personnes ! !

De toutes façons, Nixon et le Pentagone auront beau s'acharner sur l'héroïque terre vietnamienne, leur échec est inscrit dans les faits et dans l'histoire déjà . Rien ne peut, ne pourra s'opposer à l'admirable résistance, digne de respect, de tout le peuple vietnamien ...

La seule possibilité d'en finir avec ce conflit, c'est le programme en sept points, proposé par le GRP du Sud-Vietnam en juillet 1971, fondé essentiellement sur :

- le retrait total et inconditionnel des forces américaines et alliées de la péninsule indochinoise,
- la cessation du soutien au fasciste Thieu, homme de paille des Etats-Unis,
- la création d'un gouvernement de concorde nationale à trois composantes (membres de l'administration de Saïgon, personnalités ou représentants d'organisations ou de groupements politiques, sociaux ou religieux, représentants du GRP) .

Il s'agit là d'un plan de paix réaliste, honorable pour les Etats-Unis, qui permettra d'apporter au peuple vietnamien sa liberté, son indépendance .

Malgré la propagande américaine qui tend à créer un climat de découragement dans l'opinion mondiale, parmi les militants, nous ne devons pas nous relâcher.

Il faut condamner et faire condamner le gouvernement américain pour ses crimes, l'obliger à négocier sérieusement.

Il faut faire également pression sur le gouvernement français, pour qu'il prenne position dans notre sens : son silence ne peut être interprété que comme de la complicité.

Plus que jamais, nous devons affirmer et exprimer unitairement et sous toutes les formes efficaces notre solidarité avec le peuple vietnamien, avec tous les peuples d'Indochine.

J. Sztern  
membre du CSN

### aux USA même...

De plus en plus, en Amérique même, des personnalités s'élèvent contre l'agression au Vietnam.

- Après HARRIMAN et VANCE, anciens chefs de délégation américaine aux négociations de Paris
- Après PHILIP JESSUP, ancien juge à la cour Internationale de La Haye
- Après ERNEST GROSS, ancien secrétaire d'Etat adjoint US

c'est RAMSEY CLARK, ministre de la Justice sous le Président JOHNSON, qui, de retour d'un voyage au NORD-VIETNAM déclare à la télévision américaine:

"NOUS BOMBARDONS DES HOPITAUX, NOUS TUONS DES BEBES, DES FEMMES ET DES VIEILLARDS, C'EST STUPIDE ET INJUSTIFIABLE MORALEMENT"



LES DIGUES : UN TRAVAIL MILLENAIRE  
DU PEUPLE VIETNAMIEU

FORMATION IRCANTEC ... INFORMATION IRCANTEC ... INFORMATION IRCANTEC .. INFORMATION IRCANTEC ... INFOR

## IMPORTANT

///// IRCANTEC /////

Un membre du Conseil d'Administration de l'IRCANTEC ayant appris d'une camarade retraitée que sa demande de rachat de cotisations pour les années de vacataire effectuées avant 1971 au CNRS avait été repoussée par le service compétent, une audience a été demandée à Monsieur Aboucaya, chef du contentieux.

Une délégation composée du président de l'IRCANTEC et de deux administrateurs titulaires, a été reçue le 13 JUIN.

Une mise au point a été faite pour les vacataires recevant une feuille de paie du CNRS et ayant cotisé à la Sécurité Sociale. Ces vacataires sont en effet d'office affiliés à l'IRCANTEC depuis Janvier 1971. De plus, ils peuvent faire valider les années antérieures à cette date.

M. Aboucaya a donné l'assurance que le personnel serait avisé de cette nouvelle possibilité. Les dossiers en attente seront liquidés au plus tôt.

— NOUS ATTIRONS L'ATTENTION DE TOUS NOS CAMARADES SUR CE POINT : Ils doivent dès maintenant faire leur demande de validation des services passés en s'adressant au service IRCANTEC-CNRS 23 rue du Maroc - Paris 19° et en donnant toutes précisions utiles sur les périodes de travail à temps partiel ou comme vacataires.

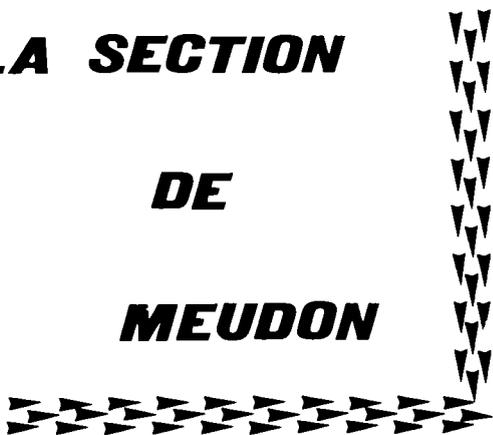
— NOUS DEMANDONS AU PERSONNEL EN ACTIVITE DE CONTACTER DANS LA MESURE DU POSSIBLE LES COLLEGUES DEJA RETRAITES OU AYANT QUITTE LE CNRS ET QUI NE POURRAIENT DE CE FAIT RECEVOIR L'INFORMATION.

# ” NOS SECTIONS ”

**LA SECTION**

**DE**

**MEUDON**



L'Observatoire de Meudon est situé dans la proche banlieue sud, il est surtout connu des parisiens pour le site qui l'abrite, notamment son parc et sa magnifique terrasse qui permet de découvrir tout Paris, lorsque la pollution atmosphérique le permet !

L'Observatoire se compose de nombreux bâtiments disséminés dans le parc qui hébergent les installations de recherche et les services techniques et bien entendu les coupoles avec les télescopes, ainsi que la fameuse "Tour solaire" utilisée pour l'étude du spectre du soleil.

Administrativement l'Observatoire de Meudon dépend de l'Observatoire de Paris, la station de radioastronomie de Nançay (Cher) est rattachée à un département de l'Observatoire de Meudon.

L'Observatoire de Meudon est le plus grand centre d'astronomie et d'astrophysique de France, environ 600 personnes y travaillent.

Les personnels scientifiques sont soit chercheurs du CNRS, soit enseignants-chercheurs de la DES, soit appartenant au corps des astronomes de l'Enseignement Supérieur.

Les ITA du CNRS sont soit affectés aux formations associées qui travaillent à l'Observatoire, soit affectés à titre d'aide individuelle aux chercheurs. Ils cohabitent dans les différentes équipes ou services avec leurs collègues de la DES et ceux rémunérés sur convention INAG, CNES, DRME ... Il faut également signaler qu'il existe un nombre important (N70) de personnels payés sur crédits de fonctionnement de la DES.

LA SECTION SNTRS COMPORTE ENVIRON 70 ADHERENTS CNRS OU ASSIMILES ET HORS STATUTS (ELLE EN COMPORTAIT 24 EN 1965).

Le bureau élu est composé de militants responsables, chacun d'un secteur géographique de l'établissement, il comporte également les militants élus au nom de la C.G.T. dans les différentes instances officielles de l'Observatoire (conseil d'établissement, commission paritaire ...)

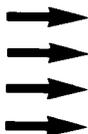
La section a déployé une grande activité pour le contenu du statut de l'Observatoire (régé par la loi d'Orientation) ce qui a permis d'obtenir des statuts pas trop défavorables au personnel.

L'un des points les plus positifs de ces statuts est l'obtention officielle de 3 % de la masse salariale du personnel payé sur le budget de l'Observatoire pour l'action sociale.

Elle a également pris une part active à la bataille pour l'intégration des personnels sous contrats INAG.

La C.G.T. est d'ailleurs largement représentée dans les instances de l'Observatoire, ce qui permet d'exprimer les positions de la C.G.T. sur les différents problèmes.

Il faut signaler que dans le domaine de l'action sociale, une importante réalisation est en cours, il s'agit de l'implantation avec le groupe des labos CNRS de Bellevue d'un centre aéré dans des locaux socio-éducatifs obtenus à l'Observatoire. Cette action est primordiale car elle pose au CNRS la reconnaissance de fait des Centres Aérés dans les normes prévues pour les locaux sociaux.



Les PetT nous demandent d'informer tous nos correspondants sur notre nouvelle adresse en fonction du code postal désormais en vigueur.

Toute correspondance avec notre syndicat devra comporter dès à présent les mentions suivantes:



**N.B.**



{ SNTRS-CGT  
10 rue de Solférino  
75341 - Paris cedex 07